

Pays d'Europe centrale et orientale

L'année 2000 a été très favorable pour les pays en transition. En 2001, ces pays ont bien résisté au ralentissement mondial, avec une croissance de l'ordre de 3 % à 4 % pour les pays de la première vague de l'élargissement et même davantage (environ 6 %) en Bulgarie et en Roumanie et dans la pays de la Communauté des Etats indépendants. Le principal point noir concerne la Pologne. Cependant, les pays d'**Europe centrale**, de plus en plus intégrés à l'économie européenne, ont fortement ralenti à la fin 2001. Les exportations ont chuté au dernier trimestre. Dans les principaux pays d'Europe centrale, les importations ont également subi un ralentissement qui a évité une dégradation du solde courant. Le climat des affaires s'est en général détérioré au second semestre et l'investissement a ralenti.

Le dynamisme de la demande interieure a permis aux économies d'Europe centrale de bien résister. La consommation des ménages a été assez forte dans la plupart des pays, en particulier en Hongrie où elle a été entraînée par la forte hausse du salaire réel (+ 6 %). Dans les pays où l'investissement a accéléré (République tchèque, Slovaquie, Roumanie), le PIB a connu une croissance plus rapide qu'en 2000. La conjoncture économique des pays en transition devrait suivre la reprise progressive de l'économie mondiale : les économies accéléreraient au second semestre 2002 et l'année 2003 connaîtrait une croissance du PIB de l'ordre de 4 % en rythme annuel.

I. Pays en transition : résumé des prévisions de croissance

	Poids	2000	2001	2002	2003
Europe centrale	42	3,7	2,7	2,6	4,0
Pologne	18	4,0	1,1	1,2	3,6
République tchèque	6	2,9	3,5	3,4	3,9
Hongrie	5	5,2	3,8	3,5	4,3
Roumanie	4	1,6	5,2	4,4	5,1
Russie	40	8,3	5,0	3,6	3,4
Autres ex URSS	18	6,6	7,7	4,3	4,9
Total	100	6,1	4,5	3,4	3,9

Sources : Eastern Europe Consensus forecasts, prévisions OFCE.

La **Pologne**, qui a longtemps connu une croissance plus forte que ses voisins, est en grande difficulté depuis 2 ans. En 2001, la croissance a été très faible : la production industrielle a stagné et l'investissement s'est effondré (- 10,2 %). La politique monétaire très restrictive, destinée à freiner l'inflation, a pesé sur la demande interieure et provoqué une forte surévaluation du zloty. Le taux de chômage a explosé, passant de 10,6 % en 1998 à 18 % début 2002. Le pouvoir d'achat augmente très peu, ce qui pèse sur la consommation. La politique économique est inadaptée : malgré de fortes baisses des taux d'intérêt en 2001, les taux réels restent très élevés compte tenu du faible niveau

d'inflation (3,6 % en GA en février 2002) et le déficit des administrations est important (4,7 % du PIB), quoique de nature fortement conjoncturelle. Un relâchement de la politique monétaire et une dépréciation du zloty seraient nécessaires pour stimuler l'investissement et les exportations et réduire le déficit des administrations, au risque d'accélérer les prix.

A l'inverse, la situation économique est favorable dans les principaux autres pays d'Europe centrale, notamment en **République tchèque** et en **Hongrie**. Ces pays bénéficient de la perspective d'entrée dans l'Union européenne (UE). Les investissements directs étrangers financent aisément les déficits courants. La politique économique est relativement accommodante, sans remettre en cause la désinflation qui bénéficie de l'appréciation du taux de change réel. Certes, celle-ci constitue un risque puisqu'elle pourrait asphyxier les entreprises nationales, mais elle est un puissant instrument de désinflation, qui elle-même renforce la confiance des investisseurs quant à l'entrée proche dans l'UE. Cela permet d'attirer des capitaux étrangers qui contribuent à l'augmentation de la productivité et de réduire les taux d'intérêt via une diminution des primes de risque. La **Slovaquie**, la **Roumanie** et la **Bulgarie** ont connu une année 2001 favorable. Cependant, la pérennité d'une forte croissance suppose des réformes structurelles lourdes qui n'en sont qu'à leurs balbutiements, notamment dans ces deux derniers pays.

2. Peco et ex URSS : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2000	2001	2002	2003
PIB	6,1	4,5	3,4	3,9
Importations	11,5	17,9	6,6	9,2
Exportations	4,3	9,5	5,6	7,3
Demande adressée	12,2	5,7	3,0	7,9

Sources : Eastern Europe Consensus forecasts, prévisions OFCE.

Depuis 1999, la **Russie** bénéficie de la forte dévaluation du rouble et du niveau élevé du pétrole. La croissance a été très forte en 2000 (9 %) et s'est maintenue à un rythme soutenu en 2001 (5 %). Comme en 2000, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance, les revenus étant soutenus par les cours des matières premières. Alors que les pays d'Europe centrale financent leur rattrapage par des flux entrants d'IDE, la Russie exporte des matières premières. Le ralentissement a été marqué à la fin de l'année 2001. L'excédent courant s'est nettement contracté du fait du dynamisme des importations et de la diminution des termes de l'échange. La stabilité des prix des matières premières va permettre la poursuite d'une croissance robuste en 2002 et 2003. À moyen terme, la mise en œuvre de profondes réformes structurelles (notamment du système bancaire) est nécessaire pour que les immenses besoins d'investissement puissent se réaliser. Rappelons que le PIB russe est encore inférieur à son niveau de 1993 ■